



19 avril 2018

(18-2457)

Page: 1/2

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

CHINE – LOI SUR LA CYBERSÉCURITÉ

DÉCLARATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU COMITÉ DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE 21 ET 22 MARS 2018

La communication ci-après, datée du 16 avril 2018, est distribuée à la demande de la délégation de l'Union européenne.

1. L'Union européenne (UE) exprime à nouveau sa préoccupation au sujet de l'entrée en vigueur, le 1^{er} juin 2017, de la nouvelle Loi sur la cybersécurité. En 2016, l'UE a présenté par écrit des observations exposant en détail ces préoccupations, qu'elle a également soulevées à la dernière réunion OTC tenue en novembre de l'année dernière.

2. L'UE saisit cette occasion pour rappeler ses principales préoccupations:

- La portée des prescriptions n'est pas claire car les termes clés n'ont pas été définis de manière suffisamment précise. Des concepts, tels qu' "infrastructures essentielles de l'information" et "produits sûrs et fiables" ne sont pas clairement définis, ce qui entraîne une incertitude quant aux secteurs concernés par ces mesures.
- L'UE rappelle qu'il est important d'utiliser les normes internationales et note que la loi se réfère uniquement aux normes nationales. Cela pourrait empêcher l'interopérabilité avec les normes internationales. Lors de l'élaboration de normes nationales, il serait approprié de se baser sur les normes internationales existantes et d'inviter toutes les parties prenantes concernées (y compris les entreprises à participation étrangère et les entreprises à capital entièrement étranger) à participer aux Comités techniques pertinents de manière non discriminatoire.
- En ce qui concerne les prescriptions en matière de certification et de sécurité applicables aux infrastructures essentielles de l'information, l'UE craint qu'elles ne conduisent à l'interdiction *de facto* des produits et services des entreprises à participation étrangère qui fournissent des produits et des services aux entreprises relevant de la notion d'"infrastructures essentielles de l'information". L'UE appelle la Chine à appliquer ces dispositions de manière non discriminatoire, en respectant les principes de proportionnalité, de nécessité et de neutralité technologique. En outre, l'UE réitère ses précédentes demandes d'éclaircissements sur la relation avec les systèmes de protection multi-niveaux (MLPS) existants et sur le calendrier prévu pour la mise en œuvre.
- En ce qui concerne la localisation des données, l'UE croit comprendre que l'obligation de stockage a été remplacée par des contrôles des transferts de données transfrontières. L'UE craint que ces contrôles ne créent le même niveau de restriction que l'obligation de stocker les données en Chine. De plus, l'UE note avec préoccupation que la portée des obligations pertinentes a été étendue aux "opérateurs de réseaux" en général (et pas seulement aux opérateurs d'infrastructures essentielles de l'information). L'UE apprécie que la date d'entrée en vigueur de ces mesures spécifiques ait été repoussée au 31 décembre. En outre, l'UE se félicite de ce que la norme TC260, qui définit le concept

de "données importantes" ait été ouverte aux observations du public. La Chine pourrait-elle confirmer que ces mesures spécifiques sont entrées en vigueur?

3. L'UE note avec préoccupation que la Loi sur la cybersécurité s'applique déjà et est exécutoire (avec des amendes et des sanctions possibles), alors que les mesures d'application qui en clarifieraient la mise en œuvre ne sont pas encore en place. La situation actuelle crée beaucoup d'incertitude pour les opérateurs économiques. La Chine pourrait-elle préciser quand les mesures d'application seront adoptées?

4. L'UE prie la Chine de notifier au Comité OTC les projets de mesures concernant toute mise en œuvre sectorielle ultérieure afin de permettre aux Membres de l'OMC et à leurs parties prenantes de présenter des observations sur tout développement ultérieur.
